

# SOINS AUX MINEURS ET AUTORITÉ PARENTALE

Selon l'article 42 du Code de Déontologie Médicale, un médecin appelé à donner des soins à un mineur doit s'efforcer de prévenir ses parents, titulaires de l'autorité parentale, et d'obtenir leur consentement. Cependant, la loi du 4 mars 2002 a apporté trois changements majeurs en ce qui concerne les soins aux mineurs tels que la transmission du dossier médical aux détenteurs de l'autorité parentale, la possibilité pour le mineur de refuser la transmission de ce dossier et le droit du mineur au secret médical vis-à-vis de ses parents.

## LE PRINCIPE : L'ACCORD DES TITULAIRES DE L'AUTORITÉ PARENTALE

Les père et mère, détenteurs de l'autorité parentale, sont les représentants de l'enfant (article 371-1 du Code Civil).

L'autorité parentale est exercée en commun par les deux parents s'ils sont mariés et chacun des deux époux est présumé agir avec le consentement de l'autre pour les actes usuels de l'autorité parentale (article 372-2 du Code Civil).

Si l'accord d'un des parents suffit pour un acte médical **bénin**, le consentement des deux parents (s'ils exercent tous deux l'autorité parentale) est, en revanche, nécessaire pour les actes médicaux **graves**.

La séparation des parents est sans incidence sur les règles de l'exercice de l'autorité parentale. Après divorce, l'autorité parentale est donc toujours exercée conjointement par les deux parents. En effet, ce n'est qu'à titre exceptionnel et si l'intérêt de l'enfant l'exige que le juge confie l'autorité parentale à un seul parent.

S'il y a désaccord sur le traitement, pour un cas **non urgent**, le Juge aux Affaires Familiales peut être consulté.

En cas de refus des parents, **hors le cas d'urgence**, il ne peut être procédé à **aucune intervention**.

Toutefois, lorsque la santé ou l'intégrité corporelle du mineur risque d'être compromise par le refus du représentant légal, le médecin peut saisir le Procureur.

Enfin, en cas **d'urgence et à défaut de l'autorisation** de représentant légal du mineur, le

médecin doit agir dans l'intérêt de l'enfant et lui donner les soins qui s'imposent.

**NB** : il convient de ne pas confondre autorité parentale et droit de garde. Ce n'est pas parce qu'un parent n'a pas la garde de son enfant qu'il n'exerce plus son autorité parentale.

## LE DROIT DU MINEUR AU SECRET

Selon l'article L 1111-4 du Code de la Santé Publique, " *le consentement du mineur ou du majeur sous tutelle doit être systématiquement recherché s'il est apte à exprimer sa volonté et à participer à la décision...* ".

En outre, d'après l'article L 1111-5 du Code de la Santé Publique, " *par dérogation à l'article 371-2 du code civil, le médecin peut se dispenser d'obtenir le consentement du ou des titulaires de l'autorité parentale sur les décisions médicales à prendre lorsque le traitement ou l'intervention s'impose pour sauvegarder la santé d'une personne mineure, dans le cas où cette dernière s'oppose expressément à la consultation du ou des titulaires de l'autorité parentale afin de garder le secret sur son état de santé. Toutefois, le médecin doit dans un premier temps s'efforcer d'obtenir le consentement du mineur à cette consultation. Dans le cas où le mineur maintient son opposition, le médecin peut mettre en œuvre le traitement ou l'intervention. Dans ce cas, le mineur se fait accompagner d'une personne majeure de son choix* ".

La loi du 4 mars 2002 a donc introduit des dispositions dérogatoires au principe de l'autorité parentale et permet aux mineurs d'écarter l'intervention de leurs parents pour un acte qui " s'impose pour sauvegarder la santé ".

Il est important de rappeler que la loi ne fixe pas d'âge minimum. En conséquence, cette disposition du Code de la Santé Publique s'applique à tout mineur, y compris celui de moins de 15 ans ! Si le mineur s'oppose expressément à la consultation de ses parents afin de garder le secret sur son état de santé, le médecin après avoir essayé de convaincre le mineur de changer d'avis, peut pratiquer l'intervention qui s'impose pour sauvegarder la santé de l'enfant, malgré l'absence d'autorisation d'opérer des titulaires de l'autorité parentale. Mais dans ce cas, le mineur doit être accompagné d'une personne majeure de son choix.

En ce qui concerne la transmission du dossier médical, selon l'alinéa 5 de l'article L 1111-7 du Code de la Santé Publique, le droit d'accès au dossier d'un mineur est, en principe, exercé par le ou les titulaires de l'autorité parentale. Mais, le mineur peut s'opposer à cette transmission. Dans ce cas, le mineur peut accéder à son dossier mais uniquement par l'intermédiaire d'un médecin.

Elodie PIGEON

## EN BREF...

### CENTRE BASSE VISION

(SERVICE DE SOINS DE SUITE ET DE RÉADAPTATION)

DES OPHTALMOLOGISTES, DES ORTHOPTISTES RÉÉDUCATEURS, DES OPTICIENS BASSE VISION, DES RÉÉDUCATEURS EN AUTONOMIE DE VIE JOURNALIÈRE, DES RÉÉDUCATEURS EN LOCOMOTION, UNE PSYCHOLOGUE, UNE ASSISTANTE SOCIALE SONT À LA DISPOSITION DES ADULTES DÉFICIENTS VISUELS POUR LESQUELS AUCUNE SOLUTION THÉRAPEUTIQUE N'EST PLUS ENVISAGEABLE.

ADRESSE : C.R.M.B.V.

12 RUE DU FIGUIERS  
49100 ANGERS.

TÉL.02.41.36.80.90

## EN BREF...

### ARRETS MALADIE ET AUTORISATIONS DE SORTIE

LES HEURES DE SORTIE NE PEUVENT PAS DÉPASSER TROIS HEURES PAR JOUR. ELLES DOIVENT ÊTRE MENTIONNÉES PAR LE MÉDECIN SUR LE FORMULAIRE D'ARRÊT DE TRAVAIL. LES INDICATIONS DE " SORTIES LIBRES " NE SONT PAS AUTORISÉES.

NÉANMOINS, AFIN DE PRENDRE EN COMPTE CERTAINES SITUATIONS PARTICULIÈRES, UN AMÉNAGEMENT DU RÉGIME DES HORAIRES DE SORTIE, SOUS LA FORME D'UN FRACTIONNEMENT OU D'UN ALLONGEMENT DE LA DURÉE DE TROIS HEURES, POURRA ÊTRE EXCEPTIONNELLEMENT ACCEPTÉ, SUR JUSTIFICATION MÉDICALE CIRCONSTANCIÉE.

A CET EFFET, LE PRATICIEN DEVRA PRÉCISER SUR LE VOLET N°1 DU NOUVEL AVIS D'ARRÊT DE TRAVAIL, DESTINÉ AU SERVICE MÉDICAL, LES MOTIFS JUSTIFIANT CET AMÉNAGEMENT.

IL DEVRA, EN OUTRE, MENTIONNER EN CLAIR DANS LA RUBRIQUE PRÉVUE À CET EFFET SUR LES TROIS VOLETS DE L'AVIS LES HEURES DE SORTIE AUTORISÉES.

### CONGÉS MATERNITÉ DES FEMMES MÉDECINS

LE DÉCRET NO 2006-644 DU 1ER JUIN 2006 RELATIF AUX PRESTATIONS MATERNITÉ DES PROFESSIONNELLES DE SANTÉ RELEVANT DU RÉGIME DES PRATICIENS ET AUXILIAIRES MÉDICAUX CONVENTIONNÉS ET MODIFIANT

LE CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE PERMET AUX FEMMES MÉDECINS DE BÉNÉFICIER DES MÊMES CONGÉS DE MATERNITÉ PRÉ ET POST NATAL QUE LES SALARIÉES.